



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DES ARMÉES



**ETABLISSEMENT DU SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE DE
RENNES**

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES SPÉCIFIQUES (C.C.T.P.-S)

ST 03 – SECURITE INCENDIE

PERSONNE PUBLIQUE

**ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Rennes
Quartier Margueritte – BP 14 – 35998 RENNES Cedex 09**

SUIVI DES OPERATIONS

**UNITE DE SOUTIEN D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE DE BOURGES-
AVORD**

Antenne de la DGA Techniques Terrestres

OBJET DU MARCHE

**BdD BOURGES-AVORD (18-36) – Prestations de soutien infrastructure multi-technique au
profit de sites militaires**

LOT 1 : Centre de formation de la Défense BOURGES

SOMMAIRE

1	GENERALITES	3
1.1	– REGLEMENTS, NORMES ET DOCUMENTS DE REFERENCE	3
1.2	– QUALIFICATION ET AGREMENT	3
1.3	– NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS	3
2	DESCRIPTIF GENERAL ET LIMITES PHYSIQUES DES INSTALLATIONS	4
2.1	– ROBINETS D’INCENDIE ARMES (RIA)	4
2.2	– SYSTEME DE DETECTION INCENDIE	4
2.3	– SYSTEME DE MISE EN SECURITE INCENDIE	4
2.4	– BOUCHES ET POTEAUX INCENDIE	4
2.5	– LIMITES PHYSIQUES DES INSTALLATIONS	4
3	DISPOSITIONS PARTICULIERES	5
3.1	– RECONDITIONNEMENT DES DETECTEURS ET TETES	5
3.2	– ESSAIS	5
3.3	– VERIFICATIONS PERIODIQUES REGLEMENTAIRES ET LE TRAITEMENT DES RAPPORTS	5
4	OBLIGATIONS DE RESULTATS	5
4.2	– TAUX DE PANNE	6
4.3	– TAUX D’INDISPONIBILITE	6

1 GENERALITES

Le présent CCTP-S présente les dispositions spécifiques à la section technique 03 « **systèmes de sécurité incendie** » en complément des dispositions figurant dans le CCTP-G.

En cas de contradiction entre une clause du CCTP-G et une clause du présent CCTP-S, la clause la plus contraignante pour le prestataire s'applique, sauf mention particulière précisée dans le présent CCTP. En cas de clauses traitant du même thème dans le CCTP-G et le CCTP-S, les différentes stipulations s'ajoutent et se complètent l'une l'autre.

1.1 – REGLEMENTS, NORMES ET DOCUMENTS DE REFERENCE

Outre les règlements, normes et documents à caractère général qui figurent au CCTP-G, toutes les normes et documents en vigueur concernant les installations, objet du présent CCTP-S, s'appliquent intégralement, qu'il s'agisse d'opérations de maintenance ou de travaux neufs.

L'ensemble des règles APSAD dans leurs dernières versions s'applique intégralement.

L'attention du Prestataire est particulièrement attirée sur le respect des textes réglementaires ou normatifs ci-après.

- Décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988, relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;
- NF C 15-100 : installations électriques à basse tension (BT) ;
- NF C 14-100 : installations de branchement de première catégorie entre un réseau de distribution et l'origine des installations intérieures (BT) ;
- NF C 18-510 : Opérations sur les ouvrages et installations électriques et dans un environnement électrique – Prévention du risque électrique ;
- Brochure n° 5629 du GPME/ME, Maintenance des installations de détection incendie, Journal Officiel, 1987 ;
- Brochure n°1477, sécurité contre l'incendie, Dispositions générales, Instructions techniques, Journal Officiel, 1988 ;
- Norme Européenne EN3 ;
- Règle R5 de l'APSAD – Règle d'installation des robinets d'incendie armés.

1.2 - QUALIFICATION ET AGREMENT

L'Entreprise ou à défaut son sous-traitant devra détenir les qualifications nécessaires concernant les installations de sécurité incendie, objet du présent CCTP.

L'Entreprise devra être en mesure, pendant toute la durée du marché, de justifier la détention des qualifications requises (équivalence APSAD R5 – R7).

1.3 – NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

Le Titulaire doit assurer, pour le compte de la Personne publique dans le cadre du forfait la maintenance préventive et corrective de Niveau 1, 2, 3 et 4 avec les fournitures inférieures ou égales au montant indiqué au CCTP-G§9, ainsi que les contrôles réglementaires se rapportant aux installations suivantes :

- Système d'extinction manuelle (robinets d'incendie armés) ;
- Système de détection incendie (détecteurs automatiques, déclencheurs manuels et équipements de contrôle et de signalisation) ;
- Système de mise en sécurité (diffusion du signal d'alarme et d'évacuation, dispositif manuel de désenfumage, châssis de désenfumage, dispositif de compartimentage, mise à l'arrêt des installations) ;
- Bouches et poteaux incendie.

Les éléments constitutifs de ces installations sont inventoriés en annexe 3 du CCTP-G, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive, le Prestataire se devant de réaliser un inventaire préalablement à son offre.

2 DESCRIPTIF GENERAL ET LIMITES PHYSIQUES DES INSTALLATIONS

2.1 - ROBINETS D'INCENDIE ARMES (RIA)

Le Titulaire doit, au titre de la partie forfaitaire du marché, la maintenance (préventive et corrective) et les contrôles réglementaires des robinets d'incendie armés.

Ces installations s'entendent depuis le raccordement sur le réseau public d'eau jusqu'aux éléments terminaux.

2.2 - SYSTEME DE DETECTION INCENDIE

Le Titulaire doit, au titre de la partie forfaitaire du marché, la maintenance (préventive et corrective) et les contrôles réglementaires du système de détection incendie, notamment :

- Les détecteurs automatiques y compris le reconditionnement des têtes de détection ;
- Les déclencheurs manuels (coffrets bris de glace) ;
- Les équipements de contrôle et de signalisation (centrale de détection) ;
- Les interconnexions et câblages des différents équipements ci-dessus ;
- Les reports d'alarmes ;
- Et tout autre équipement concourant à la détection incendie du site.

2.3 - SYSTEME DE MISE EN SECURITE INCENDIE

Le Titulaire doit, au titre de la partie forfaitaire du marché, la maintenance (préventive et corrective) et les contrôles réglementaires du système de mise en sécurité, notamment :

- Le dispositif de diffusion du signal d'alarme et d'évacuation ;
- Le dispositif de désenfumage (commande manuelle ou automatique des exutoires, clapets coupe-feu, ventilateur de désenfumage, trappes de désenfumage ...) ;
- Le dispositif de compartimentage (dispositif de fermeture des portes coupe-feu) ;
- Le dispositif de mise à l'arrêt des installations (asservissement de la coupure des installations de climatisation par exemple) ;
- Les interconnexions et câblages des différents équipements ci-dessus ;
- Et tout autre équipement concourant à la mise en sécurité du site.

2.4 - BOUCHES ET POTEAUX INCENDIE

Le présent marché porte sur l'ensemble des bouches et poteaux incendie, depuis le raccordement sur le réseau d'eau du site jusqu'aux éléments terminaux. Les prestations forfaitaires annuelles consistent à la vérification des équipements et au contrôle des débits d'eau, en coordination avec les services incendie de la ville de Bourges.

2.5 - LIMITES PHYSIQUES DES INSTALLATIONS

L'éclairage de sécurité est rattaché à la section technique 02 « Electricité ».

Les installations de détection incendie et de mise en sécurité s'entendent depuis le bornier (inclus) d'alimentation secteur jusqu'aux éléments terminaux des systèmes au bâtiment 001-605, à l'exception des installations suivantes rattachées à la section technique 01 « Chauffage, Ventilation, Climatisation et Désenfumage » :

- Clapets coupe-feu ST01 « Chauffage, Ventilation, Climatisation et Désenfumage » ;
- Volets coupe-feu ST01 « Chauffage, Ventilation, Climatisation et Désenfumage » ;
- Portes coupe-feu ST01 « Chauffage, Ventilation, Climatisation et Désenfumage » ;
- Châssis de désenfumage ST08 « Couvertures – Toitures et terrasses – Eléments associés ».

3 DISPOSITIONS PARTICULIERES

3.1 - RECONDITIONNEMENT DES DETECTEURS ET TETES

Le reconditionnement de l'ensemble des détecteurs automatiques s'effectuera par échange standard au titre du forfait. Les détecteurs de remplacement auront été préalablement nettoyés, réglés, remis à niveau et testés en atelier dans les conditions prévues par la réglementation.

Dans la partie forfaitaire annuel, le titulaire remplace 25% du parc de détecteur chaque année (avec un objectif de remplacement du parc à 100% sur 4 ans).

Le titulaire informe la personne publique au moins 2 ans à l'avance de la capacité à assurer la maintenance des éléments composant les installations (obsolescence technologique).

3.2 - ESSAIS

Dans le cadre de la partie forfaitaire du marché, le Titulaire doit les essais fonctionnels du système de sécurité incendie (SSI), notamment les essais fonctionnels du système de détection incendie (SDI) et de mise en sécurité (SMSI), et de la liaison SDI - SI.

Lors des essais, le Titulaire effectue toutes les opérations nécessaires pour vérifier l'aptitude du SSI à remplir sa fonction (détection, mise en sécurité et extinction).

A l'issue de chaque essai, le Titulaire délivre à la Personne publique un compte-rendu d'essai ou tout autre document prévu par la réglementation ou les normes en vigueur.

Le compte rendu signale les équipements qui seraient éventuellement en inadéquation avec la protection incendie ou la réglementation en vigueur. Les contrôles relatifs aux asservissements (DAS : Dispositifs Actionnés de Sécurité) faisant fonctionner des éléments mécaniques seront, en cas de dysfonctionnement constaté, consignés sur un rapport en fin de visite qui sera soumis à la Personne publique, lui permettant ainsi de prendre les dispositions nécessaires pour faire exécuter les travaux de remise en état par le Titulaire ou une entreprise de son choix.

Le réarmement des Dispositifs Actionnés de Sécurité est à la charge du titulaire, y compris la fourniture éventuelle des systèmes de déclenchement (cartouche pyrotechnique, sparklet, ...).

La première vérification doit être réalisée, au plus tard, trois (3) mois à compter de la prise en charge du site. Les vérifications suivantes doivent respecter scrupuleusement les périodicités définies dans les gammes de maintenance. Aucun retard ne sera toléré.

3.3 – VERIFICATIONS PERIODIQUES REGLEMENTAIRES ET LE TRAITEMENT DES RAPPORTS

Dans le cas où la Personne publique effectue la vérification périodique réglementaire des installations de sécurité incendie par un organisme agréé, le Titulaire dispose d'un délai d'un mois à compter de la date de réception du rapport par la Personne publique pour traiter les observations formulées par ce dernier.

Le traitement consiste à :

- Réaliser toutes les actions correctives qui entrent dans la partie forfaitaire du marché ;
- Etablir les devis détaillés pour les actions correctives ou d'amélioration qui n'entrent pas dans la partie forfaitaire du marché ;
- Fournir à la Personne publique un rapport de synthèse avec par anomalie : la date d'intervention pour les actions réalisées (forfait) et la référence du devis avec son montant pour les autres actions à mener (hors forfait).

4 OBLIGATIONS DE RESULTATS

4.1 – DELAIS DE DEPANNAGE

Le titulaire respecte les délais de dépannage définis dans les demandes adressées par la Personne publique.

Néanmoins, pour les installations suivantes ci-dessous, le titulaire doit respecter les délais spécifiques :

Bât	Installations	Délais d'intervention	Délai de dépannage
Tous bâtiment	ERP	Cf. demande intervention	D1
019-665	Hébergement Restauration	1/2heure HO 1 heure HNO	D0
001-605	Poste de contrôle et sécurité	1/2heure HO 1 heure HNO	D0

HO : Heure ouvrable, HNO Heure non ouvrable

Le délai d'intervention est compris dans le délai de dépannage

4.2– TAUX DE PANNE

Sur chacun des composants de la présente section technique listés dans la colonne « désignation d'équipement » de la monographie Annexe 3 du CCTP-G, la valeur maximum **annuelle** du taux de panne est fixée à : 1%.

4.3– TAUX D'INDISPONIBILITE

Sur chacun des composants des installations définis au §5.2, la valeur maximum du taux d'indisponibilité est fixée à : 0,3%.